

Innovation dans la gestion des risques des banques Islamiques

Innovation in risk management of Islamic banks

Mohamed Amine Zerouali, (Doctorant)

*Faculté d'économie et de Gestion de Settat
Université Hassan I^{er} de Settat, Maroc*

Adresse de correspondance :	FEG Settat, Université Hassan I Settat, Maroc Tél : 05237-21939 zeroualimohamedamine@gmail.com
Déclaration de divulgation :	L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	Zerouali, M. A. (2021). Innovation dans la gestion des risques des banques Islamiques. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 2(6-1), 602-616. https://doi.org/10.5281/zenodo.5743950
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

DOI: 10.5281/zenodo.5743950

Received: November 01, 2021

Published online: November 30, 2021

Innovation dans la gestion des risques des banques Islamiques

Résumé

L'innovation est un levier efficace sur lequel la finance islamique peut s'appuyer pour accomplir sa mission et assurer sa pérennité. Les professionnels de la finance islamique et les universitaires n'ont cessé d'inventer de nouvelles innovations dans les institutions financières islamiques dans une tentative de combler toutes les failles et de satisfaire tous les besoins auxquels on peut penser. La banque islamique, connue dans les pays anglo-saxons sous le nom de *interestless banking*¹, est fondée sur des valeurs religieuses telles que la confiance, la bonne foi et la sincérité. Ce mode de financement présente donc une autre variété de finance éthique. Si, dans le domaine bancaire et financier, la Finance islamique représente une alternative en matière de protection de ses propres valeurs, ces alternatives de protection ont également prouvé leur efficacité. Par conséquent, la protection des valeurs dans le cadre de la gestion des risques en finance islamique est particulièrement liée à la spécificité des contrats et des techniques financières islamiques. Toutes proportions gardées, l'ère de l'innovation est née et constitue un véritable catalyseur de progrès. Le maître mot pour atteindre cet objectif et gagner des parts de marché est de proposer des produits toujours plus attractifs, modernes et innovants. La Finance islamique doit montrer qu'elle est capable de créer de la valeur et d'assurer la stabilité financière. Pour démontrer son existence, le système financier islamique doit moderniser son offre et assurer l'efficacité de ses mécanismes de gouvernance et de gestion des risques. Cet article a pour objectif d'étudier le dispositif d'innovation pour la gestion des risques en finance islamique tel qu'il peut être déduit des axiomes et des décisions, en particulier dans la gestion des risques. Il est nécessaire d'étudier les moyens et les processus de gestion des risques en fonction du paradigme de la finance islamique. Même si les institutions financières islamiques ont en moyenne de bonnes pratiques de gestion des risques, leurs systèmes de gestion peuvent encore être améliorés. La mise en place d'une culture de gestion des risques efficace dans les institutions financières islamiques garantira leur compétitivité.

Mots clés : Secteur bancaire, banques islamiques, banques conventionnelles, évaluation de la performance, rentabilité, liquidité.

Classification JEL : F3

Type de papier : Article Théorique

Abstract :

Innovation is an effective lever on which Islamic finance can rely to achieve its mission and ensure its sustainability. Islamic finance professionals and academics have been constantly inventing new innovations in Islamic financial institutions in an attempt to fill every gap and satisfy every need that one can think of. Islamic banking, known in Anglo-Saxon countries as *interestless banking*, is based on religious values such as trust, good faith and sincerity. This mode of financing thus presents another variety of ethical finance. If, in the field of banking and finance, Islamic finance represents an alternative in terms of protection of one's own values, these alternatives of protection have also proven their effectiveness. Therefore, the protection of values in the context of risk management in Islamic finance is particularly linked to the specificity of Islamic financial contracts and techniques. All things considered, the era of innovation is born and constitutes a real catalyst for progress. The key to achieving this goal and gaining market share is to offer ever more attractive, modern and innovative products. Islamic finance must show that it is capable of creating value and ensuring financial stability. To demonstrate its existence, the Islamic financial system must modernize its offer and ensure the effectiveness of its governance and risk management mechanisms. This paper aims to study the innovation mechanism for risk management in Islamic finance as it can be deduced from the axioms and decisions, especially in risk management. It is necessary to study the means and processes of risk management according to the paradigm of Islamic finance. Although Islamic financial institutions have on average good risk management practices, their management systems can still be improved. Establishing an effective risk management culture in Islamic financial institutions will ensure their competitiveness.

Keywords: Banking sector, Islamic banks, conventional banks, performance evaluation, profitability, liquidity.

JEL Classification: F3

Type of paper: Theoretical Research

¹ Banques non basées sur les intérêts ou banques non-rabiques

1. Introduction

Aujourd'hui, l'émergence et la croissance rapide de la finance islamique sont le reflet de l'aspect complet et global de l'islam en tant que religion et mode de vie. C'est en fait une vision du monde intégrée et holistique qui couvre divers aspects de la vie humaine, des activités économiques, du comportement politique et du développement éducatif. Aucun de ces aspects de la vie humaine ne peut être traité séparément des autres. Qu'il s'agisse de l'adoration (ibadah) ou des affaires du monde (muamalah), l'Islam est porteur d'un enseignement entièrement orienté vers la dimension collective et sociale. En ce sens, on peut dire qu'il n'y a pas de pratique religieuse sans implication personnelle et investissement dans la communauté (ISRA, 2011).

Si cela n'est pas un signe malsain, car cela témoigne du dynamisme et de la croissance du marché et de la pensée de la finance islamique, il est nécessaire d'étudier les moyens et les processus d'atténuation des risques que le marché de la finance islamique utilise.

Le présent document a pour objectif d'explorer les dispositions et les outils de gestion du risque en finance islamique, tel qu'ils peuvent être dérivés des axiomes et des règles de la charia, notamment en ce qui concerne les produits financiers. Il traitera des questions de la garantie des tiers, de l'assurance du capital et de l'amélioration et de la fixation du rendement en finance islamique et proposera une méthodologie pour intégrer la réduction des risques dans les nouveaux produits de finance islamique.

Ainsi le document se compose de 3 Sections, en premier lieu nous essayerons de présenter une vue d'ensemble de l'institution financière islamique en présentant les différents produits de l'industrie financière islamique également nous présenterons de manière globale le cadre qui la régie, en deuxième partie nous présenterons l'intérêt imminent de la gestion de risque pour la finance islamique et nous passerons en revue les principaux risques liés aux institutions financières islamiques et leurs impacts sur la santé financière de l'économie, enfin nous présenterons les innovations en matière de gestion de risque et les défis auxquels font face les banques islamiques.

2. Vue d'ensemble de l'institution financière islamique

En vertu des règles de la charia, les institutions financières islamiques ne peuvent être impliquées dans la production ou la distribution d'activités spécifiques interdites par l'islam, telles que l'alcool, le porc et les jeux d'argent. Le Financial Services Authority², l'autorité de réglementation des services financiers du Royaume-Uni, a estimé récemment que la banque islamique valait 500 milliards de dollars. L'agence de notation Standard & Poor's estime³ que le marché des sukuk (titres) a atteint 70 milliards de dollars et atteindra 160 milliards de dollars d'ici la fin de la décennie. Elles doivent au contraire investir dans des actifs à long terme tels que les accords de partage des bénéfices (Mudharabah), le financement des gains (Murabahah), la participation au capital (Musharaka) et le crédit- bail (Ijarah). Ces activités sont basées sur des actifs réels plutôt que sur des actifs financiers (Bahrain Monetary Agency, 2006).

La notion de finance islamique, qui a été qualifiée d'éthique, n'est pas claire. Cependant, la plupart des théoriciens s'accordent pour définir la finance islamique comme une composante du système financier, ayant des objectifs de rentabilité et d'efficacité et respectant un certain nombre de principes éthiques de la charia. L'ensemble de ces principes représente les variables qui distinguent les banques islamiques des banques conventionnelles. Il s'agit de l'interdiction de l'intérêt, du gharar et de la spéculation ainsi que de l'acquisition d'actions dans des sociétés dont les activités sont en contradiction avec les principes de l'Islam. Ce type de système

² La Financial Services Authority est un ancien régulateur du secteur financier britannique, qui a existé de 2001 à 2013.

³ Standard & Poor's est une filiale de McGraw-Hill qui publie des analyses financières sur les actions et les obligations. Elle est l'une des trois principales sociétés de notation de crédit, avec des concurrents tels que Moody's, Fitch Ratings et Dagong.

financier islamique est basé sur le principe du partage des profits et des pertes entre les parties. Dans ce sens, les banques sont considérées comme un véritable partenaire des emprunteurs.

Depuis le début des années 1960, les institutions financières islamiques et le secteur financier n'ont cessé de croître sous divers aspects tels que la taille, la complexité des transactions et les processus internes. Selon les estimations, le secteur connaît un taux de croissance annuel de 15% (10% dans la région du Golfe).

Le courant de pensée des institutions financières islamiques remonte à 1500 avant J.-C. avec l'avènement de l'islam et l'enseignement du Coran. Cependant, elle gagne en importance à l'échelle mondiale en tant qu'alternative au système économique fondé sur les intérêts. Il faut noter que les établissements financiers islamiques ont été créés il y a trois décennies en tant qu'alternative aux établissements financiers conventionnels, principalement pour offrir : des possibilités d'investissement, de financement et d'affaires. Le développement du secteur des institutions financières islamiques a été impressionnant en peu de temps.

3. Importance de la gestion de risque

Une littérature croissante suggère que la gestion des risques est encore plus difficile pour les institutions financières islamiques que pour les contreparties conventionnelles. En outre, une bonne gestion des risques est très importante pour fournir de meilleurs rendements aux parties prenantes. En plus, une gestion prudente des risques par les institutions financières est la marque de fabrique pour éviter la détresse financière qui pourrait conduire à une crise financière. Dans ces conditions, la question de la gestion des risques dans les institutions financières est un sujet d'intérêt non seulement pour les acteurs du secteur, mais aussi pour les décideurs politiques.

La survivance et le succès d'une organisation financière dépendent essentiellement de la gestion efficace de ces risques, les établissements financiers islamiques sont une activité à risque et plusieurs facteurs de risque ont été identifiés comme essentiels pour garantir que la position des établissements financiers islamiques reste intacte au milieu de la concurrence intense qui règne dans ce secteur.

Pour les institutions financières, la gestion des risques, telle que définie par la littérature financière, consiste à créer de la valeur économique dans une entreprise en utilisant des instruments financiers pour gérer l'exposition à différents risques. En effet la gestion des risques et, par la suite, l'atténuation des risques est l'un des principaux aspects à prendre en compte dans la finance islamique. Étant impliquée dans le processus d'intermédiation, la gestion des risques est aussi importante pour les institutions financières islamiques que pour les institutions financières conventionnelles⁴.

Le terme "risque" désigne la variabilité et la volatilité de résultats imprévisibles. Les établissements financiers sont confrontés à un certain nombre de risques qui peuvent être classés de différentes manières, comme les risques commerciaux, opérationnels et financiers. En ce qui concerne les risques commerciaux, ils découlent de la nature de l'activité, alors que les risques financiers résultent de la perte possible du marché financier en raison de l'évolution des variables financières. Parmi les risques financiers figurent le risque de marché et le risque de crédit, tandis que les risques non financiers sont le risque opérationnel, le risque réglementaire et le risque juridique. Lorsque le profil de risque est complet, la gestion des risques nécessite normalement une étape pour chaque type de risque inclus dans le profil.

En vue de l'importance de la gestion des risques, des institutions internationales très reconnues, comme le Comité de Bâle, ont proposé un ensemble de principes et de règles pour identifier et atténuer les différents risques financiers. Ainsi, le pilier 1 de Bâle III⁵ a

⁴ A risk management standard, 2002, The Institute of Risk Management.

⁵ Les normes de Bâle III constituent un cadre prudentiel permettant de mieux appréhender les risques bancaires, principalement le risque de crédit ou de contrepartie, et les exigences visant à garantir un niveau minimum de capital pour assurer la solidité financière.

recommandé un ensemble de principes pour le calcul des exigences minimales en matière de capital nécessaire pour soutenir les différents risques de l'entreprise. Le Pilier 2, quant à lui, recommande un ensemble de principes à adopter par l'autorité de surveillance des institutions financières islamiques afin de procéder à un examen efficace du processus de gestion des risques. Faisant partie du secteur financier, les institutions financières islamiques visent, par la gestion des risques, à identifier, contrôler et atténuer les différents risques auxquels elles sont confrontées afin de maximiser la valeur du propriétaire et de préserver les droits des déposants.

En raison de l'importance du système de gestion des risques dans le secteur financier islamique, les autorités financières internationales chargées de la finance islamique, comme le Conseil des services financiers islamiques⁶, ont formulé et recommandé des principes pour les meilleures pratiques du système. Cela veut dire que la gestion des risques est un élément crucial pour toute institution financière islamique qui cherche à pérenniser ses opérations, puisqu'elle est considérée comme un facteur important pour atténuer la probabilité d'une faillite due à une mauvaise gestion des risques, qui a un effet négatif direct sur les propriétaires, les déposants et, par conséquent, la société.

Les risques changent ou évoluent également en fonction de résultats inattendus. C'est la possibilité de perte pour les institutions financières islamiques suite à des changements de conditions qui affectent la valeur de la position parmi les institutions financières islamiques, y compris les définitions du risque. D'après les connaissances financières et économiques, telles que définies, le risque est défini comme la volatilité ou l'écart type des flux de trésorerie nets d'une entreprise/unité commerciale. Le risqué existe lorsqu'il y a une possibilité que l'issue d'un événement non unique et son résultat plus large soient inconnus⁷.

La prohibition du *riba* et du *gharar* y compris le *maysir* devient une question centrale dans le débat sur la finance islamique. *Riba* plus croisé avec l'intérêt, *gharar* tous liés à la question du risque. Ces limitations ont des implications importantes pour la nature des actifs financiers, le commerce et l'atténuation des risques, ainsi que pour la gestion des actifs financiers islamiques en général.

En outre, le risque fait référence à la perte probable de revenus et de la valeur des actifs. Seules les pertes inattendues sont prises en compte et les pertes attendues ne sont pas comprises dans la définition du risque. Le risque financier est défini dans l'organisation des institutions financières islamiques comme la possibilité que le résultat d'une activité "...puisse avoir un impact négatif, ce qui pourrait causer un préjudice direct au revenu ou à la position du capital de l'institution financière islamique ou à la capacité de l'institution financière islamique à atteindre ses objectifs commerciaux. Cela aura également une incidence sur la capacité de l'institution financière islamique à faire des affaires ou à obtenir des avantages et des opportunités pour étendre le champ de ses activités.

Trois types de risque dans la perspective islamique : Le tout premier est le risque essentiel qui est inhérent à toutes les transactions commerciales. Ce risque commercial est nécessaire et doit être pris pour récolter la récompense ou le bénéfice associé. Deux principes juridiques liant les bénéfices aux risques essentiels constituent la base de la transaction économique islamique. La première maxime stipule que ⁸, le droit au gain est lié à la responsabilité de la perte. Cette maxime est généralement utilisée pour proposer la préférence pour les instruments de financement de partage des profits et des pertes (PLS). La seconde maxime est dérivée de la parole prophétique selon laquelle " le profit d'une chose est un retour de la responsabilité de la

⁶ Le Conseil des services financiers islamiques (CSFI) a élaboré trois principes directeurs dans le but de favoriser la consolidation des structures et procédures de gouvernance dans divers segments de l'industrie des services financiers islamiques (IFSI), conformément à son mandat de promouvoir la solidité et la stabilité du système financier islamique.

⁷ Heffernan, S. A. (1995). An econometric model of bank failure. *Economic and Financial Modelling*, été, 49-83.

⁸ Le préjudice est un retour sur le bénéfice" (Majallah, 2011).

perte de cette chose. Selon cette maxime, la partie qui bénéficie de tous les avantages d'un bien ou d'un objet doit supporter le risque de la propriété.

En règle générale, le gharar est lié à l'ambiguïté et/ou à l'ignorance des termes du contrat ou de l'objet du contrat. Une vente peut donc être annulée pour cause de gharar en raison des risques liés à l'existence et à la position de l'objet de la vente d'une part, et à l'incertitude de la quantité, de la qualité, du prix et du moment du paiement d'autre part⁹. Ensuite, le risque interdit sous la forme d'un ¹⁰ excessif. Ce dernier n'est pas précisément défini comme le riba où il est absolument interdit. Le Gharar est toute transaction dont les caractéristiques sont cachées. Une petite partie du gharar peut faire référence à la protection du consommateur dans les lois modernes sur les valeurs mobilières¹¹.

Une autre perspective du gharar interdit en l'assimilant à des activités qui conduisent au mal et à la suppression injustifiée de la richesse des gens comme dans le cas des jeux de hasard. Les transactions présentant des caractéristiques de jeu sont donc interdites en raison d'un gharar excessif ; cette interdiction vise à protéger les petits et grands investisseurs des risques futurs découlant de l'incertitude et de la spéculation. Un bon exemple de gharar est le commerce de ce que vous ne possédez pas réellement. Un exemple contemporain serait l'achat d'une maison dont le prix ou les caractéristiques seront déterminés à l'avenir.

On peut diviser les risques auxquels les institutions financières sont confrontées en risques financiers et non financiers. Parmi les risques financiers figurent le risque de marché et le risque de crédit. Les risques non financiers sont le risque opérationnel, le risque lié aux plaintes et le risque juridique. La quatrième forme de risque identifiée est le risque admissible qui n'entre pas dans les deux catégories ci-dessus. Il s'agit, par exemple, des risques opérationnels, des risques de liquidité, etc. Ces risques peuvent être acceptés ou évités. Si toutes les entreprises sont confrontées à l'incertitude (risque), les institutions financières auront une caractéristique particulière de risques découlant de leurs activités.

Le risque de crédit a toujours été considéré comme le risque le plus important dans les institutions financières, car il était la principale cause de la gravité des institutions financières. La difficulté potentielle reste le laxisme des normes de crédit pour les emprunteurs et les contreparties. Le fait de ne pas prêter attention aux changements de circonstances économiques ou autres circonstances externes qui peuvent avoir un effet négatif sur la notation de crédit des contreparties d'une institution financière. Il convient néanmoins de noter que dans les institutions financières conventionnelles, le risque de marché combine également d'autres types de risques, ce qui est appelé la zone grise accompagnant le risque de crédit et le risque de marché.

Dans le système des institutions financières islamiques, le prêt dans l'institution financière conventionnelle est remplacé par l'investissement et le partenariat. Par ailleurs, l'institution financière islamique peut être confrontée à des risques de crédit, car la valeur du produit négocié est volatile et peut changer. Les établissements financiers islamiques doivent supporter le risque de marché et le risque lié aux produits de base à l'actif du bilan. Le risque de crédit est défini ainsi comme la possibilité que la contrepartie ne remplisse pas ses obligations selon les termes convenus. Ce risque est considéré comme le principal risque associé aux institutions financières islamiques et conventionnelles.

⁹ *Théologie politique et islam à propos d'Ibn Taymiyya (m. 728/1328) et du sultanat mamelouk*

¹⁰ *Le Gharar est l'une des trois interdictions fondamentales de la finance islamique (avec le Ribâ et le Maysir). Gharar signifie incertitude, hasard. En Islam, le Gharar désigne toute vente aléatoire ou comportant un élément vague, imprécis, ambigu, incertain, caché ou contingent.*

¹¹ *Le gharar est présent lorsqu'il manque un élément essentiel d'une transaction, comme le prix exact ou la capacité à livrer le produit, Le Gharar est considéré comme la deuxième interdiction majeure dans les institutions financières et la finance islamiques.*

3.1 Risque de marché

Le risque de marché dans les institutions financières islamiques fait référence à l'impact potentiel des mouvements de prix défavorables tels que les taux de référence (risque de marge), risque de prix, risque de change, ainsi que les fluctuations des prix des titres. Le risque de marché peut également résulter d'une baisse du rendement des comptes d'investissement (épargne). En effet le Risque de marché des banques islamiques est - contrairement aux banques conventionnelles - concentré dans le portefeuille bancaire en raison de la Mourabaha, l'Ijarah, le Salam, la Moucharaka et la Mourabaha. Le risque de crédit et le risque de marché doivent être gérés ensemble.

Pour s'en protéger, les Banques islamiques créent des fonds spéciaux (IRR et PER) pour soutenir les clients en cas de résultats indésirables. Ces Fonds sont créés à partir de la contribution d'une partie des bénéfices de la banque, des investisseurs et des compagnies de Takaful (assurance islamique). Dans le domaine des instruments financiers islamiques, il existe une nouvelle forme de dette : les Sukuk islamiques, dans leur diversité et leur capacité à fournir des fonds. Il s'agit d'obligations islamiques qui se comportent comme des obligations ordinaires, mais suivent les règles de la charia.

Autoriser les institutions à émettre des sukuk améliorera leurs rendements financiers et leurs perspectives de croissance, et répartira les risques résultant du fait que les institutions empruntent auprès d'un plus grand nombre d'investisseurs que ceux qui émettent les sukuk, et ne sont pas capturés par une seule institution financière islamique. En d'autres termes, cela améliorera la cote de crédit des institutions émettrices de Sukuk et des banques qui les financent. Les sukuk islamiques peuvent être une solution idéale pour développer un marché intégré d'instruments financiers de différents niveaux de risque afin de répondre aux besoins des investisseurs.

3.2 Risque de liquidité :

La fonction de gestion des liquidités est une tâche difficile qui affecte la performance des institutions financières islamiques, qui sont particulièrement vulnérables au risque de liquidité étant donné leur capacité limitée à accéder à des fonds pour faire face à leurs obligations. Le risque de liquidité résulte du décalage entre les échéances des deux côtés du bilan, créant soit un excédent de trésorerie qui doit être investi, soit un déficit de trésorerie qui doit être financé.

Le risque de liquidité dans les institutions financières islamiques est réduit en interne et en externe. Il l'est en interne parce qu'il suit les principes du conseil de la charia qui traite la direction des institutions financières, les actionnaires et les parties prenantes comme des partenaires commerciaux de confiance. Il est diminué à l'extérieur parce qu'il est réglementé et lié au secteur réel selon les règles de la charia. Les risques tels que le taux de rendement, le risque de retrait et le risque de flux de trésorerie conduisent tous au risque de liquidité.

Les risques de liquidité sont les pertes potentielles dues à l'incapacité de faire face aux obligations ou de financer la croissance des actifs. Les deux grands types de fournisseurs de liquidités sont le compte courant et le compte de participation aux bénéfices. Comme le compte courant ne génère aucun profit, il est considéré comme une dette ou un prêt qui seront payés instantanément à la demande du client. Les banques islamiques doivent donc prévoir des fonds suffisants pour faire face à d'éventuels retraits.

La prohibition de l'emprunt par la charia et l'absence d'un marché monétaire interinstitutionnel actif ont limité la capacité des institutions financières islamiques à gérer efficacement leur position de liquidité. Le recours actuel à la Mourabaha et au financement du commerce à court terme a permis aux institutions financières islamiques de placer leurs liquidités excédentaires à court terme. Toutefois, les institutions financières islamiques ne disposent pas d'un mécanisme efficace pour financer leur manque de liquidités en cas de besoin (la Mourabaha de produits garantis implique l'achat de produits, négociés sur le London Metal

Exchange¹², avec paiement intégral du prix en espèces, puis leur vente à un tiers sur la base d'une Mourabaha pour un paiement différé d'une semaine à six mois avec livraison en espèces.

Le financement du commerce à court terme est similaire à la Mourabaha¹³ garantie, sauf qu'il est principalement utilisé pour financer l'importation de produits de base nécessaires localement, comme le pétrole brut. En résultat, ces facteurs ont augmenté l'exposition des institutions financières islamiques au risque de liquidité et ont eu un effet négatif sur leur rentabilité en limitant leur capacité à investir leur capital dans des actifs à plus long terme, généralement moins liquides, mais plus rentables, pour répondre aux demandes de retrait de leurs déposants.

Des facteurs tels que le manque d'instruments conformes à la charia, l'absence de teneurs de marchés qualifiés et la diffusion limitée des informations et des données entravent le développement de marchés secondaires efficaces où les instruments à long terme peuvent être négociés.

3.3 Le risque opérationnel

Les risques opérationnels principaux associés aux institutions financières islamiques sont les risques humains, technologiques, systémiques et juridiques. D'après le BCBS (2001), le risque opérationnel est le risque de perte directe ou indirecte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, du personnel et de la technologie, ou d'événements extérieurs. Le risque opérationnel est plus important dans les institutions financières islamiques que dans les institutions conventionnelles en raison de leurs caractéristiques spécifiques telles que les exigences de la charia et l'environnement juridique.

En raison notamment de la nature différente de l'activité, les logiciels disponibles sur le marché pour les institutions financières conventionnelles peuvent ne pas convenir aux institutions financières islamiques. Ceci crée des risques systémiques dans le développement et l'utilisation des technologies de l'information dans les institutions financières islamiques. Un des défis auxquels sont confrontées les institutions financières islamiques est le manque de professionnels qualifiés (compétences et capacités) pour mener des opérations financières islamiques.

3.4 Risque juridique

La mise en place d'un environnement institutionnel favorable et d'un cadre réglementaire efficace est aussi importante pour le fonctionnement des institutions financières islamiques que pour celui des institutions traditionnelles. Le manque de contrats standardisés et l'absence d'un système de règlement des différends pour résoudre les problèmes liés à l'applicabilité des contrats par la contrepartie augmentent les risques juridiques associés aux arrangements contractuels des institutions financières islamiques. En matière de risque juridique, étant donné la nature différente des contrats financiers, les institutions financières islamiques sont confrontées à des risques liés à leur documentation et à leur exécution.

En effet, le risque institutionnel le plus important est celui qui résulte de l'absence de consensus entre les spécialistes du fiqh sur les règles contractuelles régissant les transactions financières. Par exemple, si certains érudits estiment que les termes d'un contrat de Mourabaha

¹² Le London Metal Exchange (LME) est la bourse de Londres pour les contrats à terme sur les métaux non ferreux (cuivre, étain, plomb, zinc, aluminium, nickel).

¹³ La mourabaha est une double vente, entre un vendeur et un acheteur, par lequel le vendeur achète le ou les biens requis par l'acheteur et le ou les lui revend à un prix majoré. Les bénéfices (marge bénéficiaire) et la période de remboursement (versements échelonnés en général) sont précisés dans un contrat initial. Il s'agit du « principal outil utilisé par les banques islamiques pour prêter de l'argent à leur client, tout en conférant une valeur-temps à l'argent ».

ou d'Istisna¹⁴ sont contraignants pour l'acheteur, d'autres soutiennent que l'acheteur a la possibilité de résilier le contrat même après avoir passé la commande et payé la commission d'engagement.

La faible applicabilité des accords contractuels accroît en définitive l'exposition des institutions financières islamiques aux risques de défaillance et de non-paiement des contreparties. Bien que la loi n'accepte pas l'imposition d'une pénalité pour retard de paiement, certaines institutions financières islamiques appliquent cette pénalité comme mécanisme de dissuasion et utilisent l'argent collecté pour des causes caritatives.

Également un autre problème connexe est la confusion générale créée par les interprétations hétérogènes des règles fondamentales, qui se traduit par des différences dans les rapports financiers, les audits et les traitements comptables des institutions financières islamiques. En plus, le manque de contrats standardisés pour les instruments financiers islamiques et l'absence de systèmes efficaces de résolution des litiges et de règlement créent un risque pour l'environnement commercial. Ainsi une infrastructure institutionnelle aussi faible expose les institutions financières islamiques à des risques systémiques liés à des questions institutionnelles, juridiques et réglementaires. Cela augmente l'exposition des institutions financières islamiques aux risques de contrepartie découlant de la nature instable des contrats, et peut entraîner des problèmes de litiges potentiels.

3.5 Risque de conformité :

Comme nous l'avons mentionné, la tendance générale dans la finance islamique a été de trouver des alternatives conformes aux produits conventionnels. Si cette démarche peut potentiellement exposer le secteur à des risques et des crises similaires, elle l'expose également à des risques de conformité et de réputation. Au lieu d'utiliser l'approche actuelle basée sur les produits pour développer des alternatives conformes aux produits conventionnels, une approche fonctionnelle du développement de produits basée sur les produits peut être utilisée pour atténuer ces risques. Cette approche fonctionnelle du développement de produits consisterait à examiner les besoins auxquels le secteur financier répond, puis à proposer des alternatives islamiques susceptibles de répondre à ces besoins. Par exemple, l'une des fonctions du secteur financier est de fournir un financement aux entreprises.

Le service d'information sur la charia¹⁵ est une source de risque lorsque les transactions financières dans les pays islamiques sont alimentées par les efforts de développement du marché des capitaux soutenus par l'État. La plupart des déposants et des investisseurs ayant recours aux institutions financières islamiques en raison de leur caractère islamique, ces dernières doivent veiller à ce que toutes leurs activités soient conformes aux principes et valeurs islamiques. Pour être conformes à la charia, les transactions financières islamiques ne peuvent comporter d'intérêts, de jeux d'argent, de spéculation ou de secteurs interdits. Pour cela, elles doivent établir des contacts et fournir tous les documents justificatifs nécessaires, notamment les documents juridiques, les formulaires et les processus de conformité.

Une approche fonctionnelle de la finance consisterait à comprendre les besoins de l'entreprise, puis à élaborer des modes de financement appropriés (tels que l'Istisna, la Murabaha et l'Ijarah) qui répondent à ces besoins. De même, une autre fonction des institutions financières est de minimiser les risques. Dans le cadre de l'approche adoptée par les institutions financières islamiques, il s'agirait d'utiliser un produit tel que le Tawarruq qui imite essentiellement le prêt conventionnel. L'approche fonctionnelle, quant à elle, serait d'évaluer les besoins de

¹⁴ L'istisna est un contrat de construction par lequel le client demande à un constructeur d'édifier un ouvrage payable par l'intermédiaire d'un financier, d'avance, à terme ou à tempéraments, conformément à un cahier des charges.

¹⁵ La charia codifie à la fois les aspects publics et privés de la vie d'un musulman, ainsi que les interactions sociales. Les musulmans considèrent cet ensemble de normes comme l'émanation de la volonté de Dieu (Shar).

l'entrepreneur. Dans le cadre d'un prêt, le besoin n'est pas l'argent lui-même, mais la nécessité pour l'entrepreneur d'acheter certains intrants.

Si la finance islamique adopte l'approche actuelle des produits conformes, des tentatives seront faites pour développer des contrats à terme islamiques, des swaps islamiques, etc. Les produits dérivés conventionnels n'étant pas conformes, cela peut impliquer une ingénierie financière pour trouver des moyens de contourner les interdictions. En finance conventionnelle, les produits dérivés sont largement utilisés comme instruments de couverture. Toutefois, dans le cadre de l'approche fonctionnelle, la volonté de minimiser le risque peut être satisfaite par d'autres moyens. Ainsi, utilisez une technique coopérative de couverture du risque de change qui n'implique aucun produit dérivé.

4. Innovation en matière de gestion du risque opérationnel

Le modèle de gestion du risque opérationnel est activé dans le développement des vues de l'intelligence du risque de renseignements sur les risques dans la finance islamique. Il est évident que les problèmes généraux des institutions financières islamiques et des cadres de risque tournent autour de la gouvernance, des processus, des personnes et de la technologie.

4.1. Processus

On associe souvent la gestion des risques à l'identification, la mesure, la surveillance et le contrôle des risques, or ces quatre étapes ne peuvent être réalisées efficacement que si les questions de gouvernance d'entreprise et de contrôle interne sont bien exécutées. La fonction de processus se concentre sur le processus en place pour exécuter la gestion des risques. Elle comprend les principaux processus opérationnels et d'infrastructure nécessaire pour gérer efficacement les risques afin de créer et de protéger la valeur.

Nous pouvons diviser le modèle de gestion des risques en trois couches. Ce modèle à trois couches explique d'abord la couche la plus externe, où l'accent est mis sur le développement institutionnel. La deuxième couche est celle où le contrôle interne contribue de manière significative au processus de gestion des risques, alors que la dernière couche est celle où le processus de gestion des risques est mis en évidence. Il ressort de ce modèle que l'ensemble des politiques, des procédures, de la gouvernance d'entreprise et du contrôle interne travaillent dans un même sens pour gérer les risques dans les institutions financières islamiques. Les niveaux susmentionnés sont mis en œuvre à chaque étape du processus de gestion des risques. En ce sens, le processus de gestion des risques a été divisé en quatre étapes, à savoir l'identification des risques, la mesure des risques, la surveillance des risques et le contrôle des risques.

À titre d'exemple, le modèle de gestion et de réglementation des risques issu conclut que toute gestion des risques est interdépendante. Il est précisé que la gestion des risques comporte trois couches. Toutes ces composantes sont interdépendantes. Une couche ne peut être complète sans une surveillance et un contrôle adéquats des autres facteurs.

4.2. Ressources humaines qualifiées

Le déficit en ressources humaines de qualité dans les institutions financières islamiques est considéré comme l'un des principaux obstacles au développement de la banque islamique. En plus, les idées fausses et les confusions sur les principes et les pratiques de la banque islamique vont continuer à persister. Par ailleurs, le public ne verra pas de différence entre les banques conventionnelles et les institutions financières islamiques et supposera que les activités basées sur les intérêts persistent dans les institutions financières islamiques.

Le grand public ne verra aucune différence entre les banques conventionnelles et les institutions financières islamiques et supposera que les activités basées sur les intérêts persistent dans l'institution financière islamique. D'après une étude du FMI (Fonds monétaire international), la pénurie de capital humain ayant une expertise dans les institutions financières

islamiques est considérée comme une cause de la baisse de la rentabilité des banques islamiques pendant la récente crise économique mondiale de 2007-2008.

Il devient de plus en plus possible pour les institutions d'envoyer des employés suivre ces cours et des fonds sont également disponibles pour payer les étudiants pour l'enseignement supérieur. Le manque de personnel qualifié est souvent mis en avant comme l'une des principales raisons pour lesquelles les institutions financières islamiques ne se sont pas développées davantage ou plus rapidement. S'il est probable qu'il y en aura toujours quelques-uns qui deviendront plus connus et dont les conseils seront le plus souvent sollicités, d'autres noms seront nécessaires.

Cependant, la compétence requise ne peut être atteinte qu'après de nombreuses années d'études en droit, en finance islamique, en droit et en finance. Cela peut être un processus décourageant. Les établissements financiers islamiques continueront d'avoir besoin de personnes capables de contrôler la conformité dans la pratique et de veiller à ce qu'il existe un système de gouvernance fonctionnel dans les institutions telles que le conseil de surveillance de la charia.

Le Sharia Supervisory Board¹⁶ est un organe indépendant composé de juristes spécialisés dans le fiqh al-muamalat¹⁷. Ses décisions sont contraignantes pour les institutions financières islamiques. Les objectifs principaux du Conseil de surveillance de la Charia sont de guider les institutions financières islamiques dans l'établissement de politiques et de règlements conformes à la Charia en approuvant légalement leurs transactions financières et en révisant leurs contrats pour les transactions futures conformément à la loi islamique.

Pour résoudre le problème du manque de ressources humaines, il est recommandé que le gouvernement offre des incitations à la création d'institutions formelles et informelles qui dispensent des formations dans le domaine des institutions financières islamiques ; les érudits et universitaires islamiques rédigent et publient activement des manuels sur l'économie, la banque et la finance islamiques.

Il est essentiel de disposer d'un personnel ayant les capacités nécessaires pour éviter les risques opérationnels excessifs dans le secteur bancaire et, à ce titre, cela fait partie du processus de supervision prudentielle. Les clauses régissant les fonctions et les objectifs du Conseil de surveillance de la charia au sein de l'institution financière islamique concernée se trouvent dans les statuts, les lois statutaires ou les directives des institutions financières centrales. Outre le fait de disposer des compétences professionnelles nécessaires et de comprendre les lois, règles et réglementations applicables de tout gouvernement, autorité de réglementation, agence d'octroi de licences ou organisme d'autorégulation professionnel, les institutions financières islamiques doivent s'assurer que les personnes qui traitent avec les institutions financières islamiques ont un niveau de connaissance approprié des caractéristiques conformes à la charia des produits et services financiers proposés par l'institution.

4.3. Le peuple

La compétence humaine consiste à disposer du nombre adéquat de personnes ayant la formation et la sensibilisation nécessaires pour mener à bien le processus de gestion des risques. Cela suppose des personnes formées à tous les niveaux et une culture de sensibilisation aux risques dans l'ensemble de l'organisation.

4.4. Gouvernance

Une entreprise doit définir les rôles et responsabilités du conseil d'administration et de ses comités, des cadres, de l'audit interne et de la gestion des risques en matière de gestion des

¹⁶ Un conseil de la charia certifie que les produits financiers islamiques sont conformes à la charia.

¹⁷ Muamalat fait partie de la jurisprudence islamique, ou fiqh. Des sources conviennent que le muamalat comprend les "décisions islamiques régissant les transactions commerciales" et Majallah al-Ahkam al-Adliyyah.

risques. Les règles de gestion des risques, telles que l'appétit pour le risque, la tolérance et la délégation de pouvoir, doivent être formellement documentées et communiquées. Cette capacité de gouvernance se concentre sur la structure et l'organisation de la fonction de gestion des risques, en vue de prendre des décisions judicieuses et de les exécuter rapidement et efficacement.

4.5. Technologie

Les compétences technologiques se concentrent sur les systèmes informatiques utilisés pour analyser et communiquer les informations sur les risques à travers l'organisation et pour permettre une prise de décision rapide et intelligente.

4.6. Système d'information et de gestion

L'efficacité de la mesure des risques dans les institutions financières dépend des systèmes d'information de gestion, ainsi que de l'informatisation et de la mise en réseau des activités du secteur. La solution d'entreposage des données doit s'interfacer efficacement avec les systèmes de transaction tels que la solution de base des institutions financières et les systèmes de gestion des risques pour collecter les données.

Il faut créer une base de données objective et fiable pour permettre aux institutions financières islamiques d'analyser les données relatives à leurs propres performances passées en ce qui concerne les défauts de paiement, les pertes commerciales, les pertes opérationnelles et d'établir des points de référence pour préparer la gestion des risques futurs.

Les institutions financières islamiques ont besoin d'une capacité technologique spécifique, car une grande partie de la technologie existante est le résultat d'une "adaptation" de la technologie conventionnelle. Un réel effort est nécessaire avec les efforts combinés des spécialistes de la charia, des acteurs du marché et des universitaires pour garantir un véritable produit technologique. S'il s'agit d'un objectif important, les institutions financières islamiques doivent également mettre en place un système permettant de mesurer la qualité des différents risques.

5. Conclusion

Face aux banques modernes et aux normes mondialisées, les défis potentiels de la gestion des risques dans les banques islamiques persistent. Les banques islamiques doivent s'adapter aux nouvelles mesures de gestion des risques, c'est-à-dire aux nouvelles normes du monde bancaire. En particulier, les principes de la gouvernance d'entreprise peuvent être adaptés à la gestion des risques dans les banques islamiques. D'après l'expérience iranienne, les banques islamiques peuvent bien s'adapter aux normes mondiales de gestion des risques.

Ainsi, le renforcement des livres de gouvernance d'entreprise dans les banques islamiques, même si leur fonctionnement peut être varié, reste un moyen d'aligner ces banques sur les normes internationales. De la même manière, l'utilisation accrue des codes de conduite et des livrets de gouvernance d'entreprise, une expérience enrichissante qui améliore les performances des banques et leur fournit des orientations, peut aider ces dernières à combler les lacunes législatives en matière de gestion des risques, notamment pour les banques qui souhaiteraient s'aligner sur les normes internationales, mais dont les codes existants ne le permettent pas ou ne le prévoient pas.

Il faut innover et mettre en œuvre de nouvelles idées fondées sur les principes fondamentaux de l'Islam tout en étant en harmonie avec les exigences des marchés modernes. La survie et la croissance de l'institution financière islamique passent par la nécessité de continuer à développer des produits et services financiers conformes à l'islam. La bonne gestion des risques d'un secteur financier en développement est essentielle pour assurer sa survie et sa rentabilité futures.

Une institution financière islamique du monde entier devra non seulement s'occuper de la gestion du risque de marché, mais aussi de la gestion efficace du risque opérationnel. Cette gestion du risque opérationnel nécessite une main-d'œuvre qualifiée en finance islamique afin de gagner la confiance du public. Pour faire face à ces nouvelles réalités, il faudra peut-être mettre en place une gouvernance efficace du risque.

En effet il est essentiel de gérer efficacement les risques d'un secteur financier en développement pour assurer sa survie et sa rentabilité futures. Les institutions financières islamiques ont tendance à innover de plus en plus. Il convient d'innover et de mettre en pratique de nouvelles idées basées sur les fondements islamiques, tout en étant en harmonie avec les exigences des marchés modernes. Le besoin de continuer à développer des produits et des services financiers conformes à l'Islam est essentiel à la survie et à la croissance de l'institution financière islamique. Pour être compétitives, les institutions financières islamiques doivent améliorer continuellement leurs performances en innovant les produits et les processus, et améliorer qualité.

Les analyses présentées dans ce document mettent en évidence plusieurs défis auxquels sont confrontées les institutions financières islamiques. Une chose est sûre : les activités et la gestion traditionnelles, gestion de la finance islamique devront changer. Partout dans le monde, les institutions financières islamiques, les institutions financières islamiques du monde entier devront non seulement gérer le risque de marché, mais aussi mettre en place un système efficace de gestion des risques.

La gestion du risque opérationnel nécessite une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine de la finance islamique afin de gagner la confiance du public. Pour répondre à ces nouvelles réalités peut nécessiter une gouvernance. Comités des institutions financières islamiques, de surveillance et les dirigeants ont un rôle important à jouer en assurant une surveillance proactive de la gestion et de la stratégie des risques.

Une innovation croissante devient la norme pour les institutions financières islamiques. Afin d'être compétitives, les institutions financières islamiques doivent continuellement améliorer leurs performances par l'innovation en matière de produits et de processus et par l'amélioration de la qualité. Les analyses présentées dans cet article mettent en évidence plusieurs défis auxquels sont confrontées les institutions financières islamiques. Une chose est sûre : le fonctionnement et la gestion traditionnels de la finance islamique devront changer. Les conseils d'administration, les conseils de surveillance et les cadres supérieurs des institutions financières islamiques ont un rôle important à jouer dans le suivi proactif de la gestion des risques et de la stratégie de gestion des risques.

Références

- (1) Adil Ashhoob et Masood Naseer. (2013). The Risk in Islamic Finance Instrument and its Impact on Capital Adequacy International Journal of Management - Theory and Applications (IREMAN), Vol. 1, N. 5.
- (2) Agence monétaire du Bahreïn. (2006). Islamic Banking and Finance in the Kingdom of Bahrain. Manama : Bahrain. Agence monétaire du Bahreïn. 22-24
- (3) Al Manea, M. (2006). Sukuk, a Promising Financial Instrument. Al Qabas Newspaper, article présenté lors de la 3e conférence sur la banque islamique, Jeddah.
- (4) Al-Suwailem, Sami. (2006). Hedging in Islamic Finance. Occasional Paper No. 10. Jeddah : Institut de recherche et de formation islamique.
- (5) Archer, S. et Haron, A. (2008). Operational Risk Exposures of Islamic Banks, in Archer, S. et Karim, R. A. A. 2007, Islamic Finance : the Regulatory Challenge : John Wiley & Son (Asia) Pte Ltd.
- (6) Arsalan Tariq, A. (2004). Managing Financial Risks of Sukuk Structures. ROYAUME-UNI : Université de Southborough
- (7) At-Tamimi et Al-Mazrooei. (2007) Bank Risk Management A Comparative Study of UAE National and Foreign Banks. Finance India. Vol XVI.
- (8) Banque d'État du Pakistan (2003). Projet d'instructions et de directives pour la conformité à la charia dans les institutions bancaires islamiques.
- (9) Box, T. (2005). Islamic Finance Turns to Securitization. International Financial Law Review, Vol. 24 No. 7, pp. 21-4.
- (10) Centre de gestion des liquidités. <http://www.lmcbahrain.com>.
- (11) Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (BCBS). (1999). Principe pour la gestion du risque de crédit. Document consultatif, Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, juillet 1999.
- (12) FMI. (2006). Royaume de Bahreïn : Financial System Stability Assessment, Including Reports on the Observance of Standards and Codes on the Following Topics, Banking Supervision, Insurance Supervision, Securities Regulation, and Anti-money Laundering and Combating the Financing of Terrorism, Fonds monétaire international. Washington, DC.
- (13) Hassan. (2009). Basic Sharia Principles Governing Risk Management. Document soumis pour le Harvard LSE Workshop on Risk Management, London School of Economics. 26 février 2009.
- (14) Heffernan, S. A. (1995). An econometric model of bank failure. Economic and Financial Modelling, été, 49-83.
- (15) Hussein Qadri, M. Ishaq Bhatti, La croissance de la finance islamique et de la banque Innovation, gouvernance et atténuation des risques, Publié le 1er avril 2021 par Routledge.
- (16) Ibn Taymiyyah. (1998). Majmu' al-Fatawa. Al-Mansurah : Dar al-Wafa".
- (17) IFSB. (2005). Principe directeur de la gestion des risques pour les institutions (autres que les institutions d'assurance) offrant uniquement des services financiers islamiques. Conseil financier islamique.
- (18) Institut de la banque et de l'assurance. (2009). Principes directeurs en matière de gestion des risques pour les banques commerciales américaines. The Financial Services Round Table, <http://www.fsround.org/>
- (19) Iqbal, M et Khan, T. (2008). Ingénierie financière et contrats islamiques. New York : Palgrave Macmillan.
- (20) Iqbal, Zamir et Mirakhor, Abbas. (2007). An Introduction to Islamic Finance: Theory and Practice. Chichester : John Wiley & Sons, Inc. Conseil des services financiers

- islamiques. (2005). Guiding Principles of Risk Management for Institutions (Other than Insurance Institutions) Offering Only Islamic Financial Services. Disponible sur <http://www.ifsfb.org>
- (21) ISRA. (2011). Principes et fonctionnement du système financier islamique. Malaisie : Pearson. 20- Khan, Tariqullah. (2004). Risk Management in Islamic Banking : A Conceptual Framework.
- (22) Khan, Tariqullah et Ahmed, Habib. (2010). Risk Management : An Analysis of Issues In Islamic Financial Industry. Occasional Paper No. 5. Jeddah : Islamic Research
- (23) La revue financière européenne. (2014). www.europeanfinancialreview.com. 14 Avril 2015
- (24) Majallat-al Ahkam. (2001). Le Majelle (1876) : Being an English Translation of Majallah al- Ahkam al-Adliyyah and a Complete Code on Islamic Civil Law. Traduit par C. R. Tyler, D.G. Dementriades & Ismail Haqqi Efendi. Kuala Lumpur.
- (25) Maroun, Y. (2002). Gestion de la liquidité et financement du commerce. Londres et Bahreïn : Euromoney Books.
- (26) Morrison M. (2004). International Risk Management. En ligne] Disponible sur : <http://www.grmn.com>
- (27) Muhammed Habib Dolgun and Abbas Mirakhor, An Alternative Approach to Liquidity Risk Management of Islamic Banks, Volume 7 in the series De Gruyter Studies in Islamic Economics, Finance and Business, Published by De Gruyter Oldenbourg 2021
- (28) Muljawan, Dadang. (2008). Risk Management In Islamic Finance Issues, Challenging And Strategies to Mitigate Risk. CERT. Document présenté à la 6e Conférence internationale sur l'économie, la banque et la finance islamiques, organisée par l'Institut de recherche et de formation islamique, la Banque islamique de développement, la Banque d'Indonésie et le ministère des Finances de la République d'Indonésie.
- (29) Nanto, Dick K. (coordinateur) (2009, 2 juillet). La crise financière mondiale : Analysis and Policy Implication. Rapport du CRS pour le Congrès. Congressional Research Service.
- (30) Sattar, Abdul. (2010). Gestion du risque dans la banque islamique. USA : Lambert Academic Publishing
- (31) Saunders, A. et Cornett, M. 2006. Financial Institutions Management : A Risk Management Approach, McGraw-Hill, Irwin.
- (32) Une norme de gestion des risques. (2002). Association of Insurance and Risk Managers.
- (33) Yaqoobi, N. (2007/08). Shari'ah Finance Questions and Answers. Euromoney Year Books, Islamic Finance Review.